

## Ce virage de la croissance qui pourrait sauver Emmanuel Macron (tout en restant libéral) s'il osait faire son 1983 à l'envers



Dans l'impasse de l'opposition entre le gouvernement et les Gilets jaunes, c'est l'absence de proposition crédible pour une politique alternative, permettant de lier les intérêts de l'ensemble de la population, qui est révélée au grand jour. Et pourtant, une solution existe.

Avec Nicolas  
Goetzmann

Mettre un point final aux 35 années qui ont suivi et accompagné le tournant de la rigueur de 1983 et instaurer une véritable politique de retour de la croissance en France. Voici l'enjeu politique qui découle de l'émergence du mouvement des Gilets jaunes. Parce qu'au regard des circonstances, la population ne peut se contenter de simples mesures de compensation, et la réponse doit être double. Apporter une proposition économique de grande ampleur tout en réconciliant l'ensemble des Français au travers d'un projet d'avenir commun.

Plein emploi, hausse des salaires, investissements, innovations, essor de la productivité, optimisme... ce virage de la croissance paraît étonnamment illusoire dans une France qui a oublié depuis longtemps de quoi il s'agit. Parce que l'idéologie fait des dégâts, et la logique de "désinflation" initiée en 1983 a été poussée si loin que la population est aujourd'hui majoritairement convaincue que la stagnation et le chômage de masse sont une forme de calamité, de fatalité. En dépit de la multitude d'exemples étrangers nous démontrant le contraire. Pourtant, loin d'être techniquement inaccessible, une ambition de fort dynamisme économique consiste simplement à utiliser l'ensemble des leviers dont dispose un gouvernement dans un objectif unique ; celui d'une croissance conforme au potentiel du pays. Assembler les étages d'une fusée dont la direction est claire, le développement économique maximal. Ce virage est le Graal recherché par la planète occidentale post-crise de 2008 et dont les premières moutures offrent déjà des résultats probants. Les Etats-Unis et leur "croissance à haute pression " en sont l'exemple actuel le plus frappant, le Japon en est un autre, et la France dispose de sérieux atouts pour répondre avec plus de succès encore aux défis rencontrés, notamment du point de vue de la justice sociale.

Mettre l'intégralité des leviers économiques au service de la croissance, c'est déjà les identifier par ordre d'efficacité, de puissance, et en allumer les mèches de façon concomitante pour un résultat rapide et soutenable, tout en injectant un souffle politique de grande ampleur dans l'opinion.

### La politique monétaire

Le premier levier, sans lequel tout serait inutile et insignifiant, consiste à redonner à la France et à la zone euro un niveau d'activité conforme à son plein potentiel. Au cours des 10 dernières années, le pays a subi une perte sèche de son rythme annuel de croissance de 60%, ce qui est à l'origine de la baisse du pouvoir d'achat des Français au cours de cette décennie perdue. (La croissance nominale moyenne entre 1999 – naissance de l'euro- et 2008 – avant crise- était de 4.1%, cette moyenne a alors chuté de 60% sur les 10 dernières années pour atteindre 1.64% entre le T3 2008 et le T3 2018). La modification du mandat de la Banque centrale européenne en lui ordonnant de suivre un objectif de plein-emploi conduirait mécaniquement la politique monétaire dans une

---

trajectoire de soutien à une accélération économique sans précédent en Europe depuis 40 ans. Une révolution idéologique qui permettrait -à l'instar des Etats-Unis- d'atteindre rapidement un rythme de croisière soutenu de l'activité économique, et ce, jusqu'à ce que le plein emploi continental soit atteint et que la croissance des salaires redevienne une chose "normale" pour l'ensemble du monde du travail. Les entreprises pourraient alors compter sur un marché intérieur européen – le plus grand au monde – robuste, ce qui leur donnerait les mêmes avantages que connaissent leurs concurrentes américaines.

Parce qu'il semblerait que l'on ait oublié que le meilleur moyen de retrouver du pouvoir d'achat n'est pas de payer moins d'impôts, mais de voir ses revenus augmenter avec un emploi, dont le salaire progresse de façon sensible et régulière. Pour ceux qui doutent de la puissance d'une telle arme au niveau européen, il suffit de constater le résultat de la politique menée par la Fed aux États Unis (3.7% de chômage), de la Banque d'Angleterre au Royaume Uni (4.1% de chômage malgré le Brexit) ou de ce que fait la Banque du Japon depuis 2012 (2.4% de taux de chômage). Les récalcitrants peuvent avoir beau jeu de penser qu'une telle réforme ne serait jamais acceptée par l'Allemagne et les pays du nord de l'Europe, il se trouve que le processus de désintégration européenne en œuvre depuis le Brexit, le ralentissement économique constaté actuellement dans l'ensemble de la zone euro, et la perspective de sanctions commerciales en provenance des Etats-Unis, devraient conduire l'ensemble des dirigeants européens à réfléchir un peu. Les effets d'une modification de la politique monétaire européenne sont les suivants : hausse du niveau d'activité (potentiel de doubler la croissance de la demande française connue depuis 10 ans, simplement en retrouvant le rythme connu avant crise), baisse du chômage jusqu'au plein emploi, hausse du niveau d'emploi, hausse du chiffre d'affaires des entreprises ce qui entraîne également une hausse des niveaux d'investissements ; de l'investissement et de la productivité ; le cercle vertueux est alors en marche. Et sans avoir à attendre des années pour en mesurer les effets.

Mais cette révolution de la croissance en Europe aurait également un autre effet. Puisque les États ont un système fiscal indexé sur la croissance économique, les rentrées fiscales augmentent proportionnellement, ce qui vient ouvrir mécaniquement de nouvelles perspectives budgétaires, ce qui est le second levier à actionner pour une stratégie totale de croissance.

## **Le Levier budgétaire et fiscal**

Ici encore, l'échelle européenne doit être envisagée en priorité, parce que le déficit public de l'ensemble de la zone euro est actuellement de 0%, alors que le continent est toujours incapable de se sortir de la crise dans laquelle il est plongé. À titre de comparaison, le déficit public américain est proche de 4% du PIB (et pourtant le PIB américain augmente bien plus vite qu'en Europe...). Le point essentiel est que dans un contexte de fort soutien monétaire à l'activité, une croissance des dépenses publiques peut être conciliée avec la réduction du niveau de dette. Pour cela, il suffit que la croissance nominale (qui dépend de l'action de la Banque centrale) soit supérieure aux déficits, ce qui est largement à portée de main à l'échelle européenne. Parce que le meilleur outil contre la dépense publique est la croissance, c'est ce que nous ont appris les lendemains de 1945, où la dette atteignait des niveaux comparables à ce que nous constatons actuellement et que les 30 glorieuses ont fait fondre comme neige au soleil. A l'inverse, et en prenant la France pour exemple, il est encore utile de regarder les conséquences sur la dette du décrochage de la croissance française par rapport à son rythme d'avant crise (c'est-à-dire 4% par an en termes courants) : la cause principale de l'élévation du niveau de dette du pays est donc bien la trop faible croissance. □

En d'autres termes, la responsabilité de la progression de la dette française incombe principalement aux serreurs de vis en tout genre, tout comme l'explosion de la dette japonaise des années 90 et 2000 écrase les épaules coupables des déflationnistes locaux.

Ces deux volets, monétaires et budgétaires, d'échelle européenne, auront pour résultat de placer le train de la croissance sur les rails à un niveau soutenu, reste alors à la France de mettre en œuvre une politique entièrement consacrée à la croissance avec les outils dont elle dispose.

L'investissement public dans les infrastructures est une piste prioritaire d'un tel programme. En supportant la croissance à court terme et en permettant une hausse de la croissance potentielle, les dépenses d'infrastructures sont également un vecteur d'emploi de qualification intermédiaire répondant à la demande du marché du travail actuel. C'est notamment ce que préconise le FMI, ou encore l'institut Brookings, ou d'autres encore. Les différentes analyses publiées sur ce sujet précisent que le coût budgétaire de l'investissement se trouve neutralisé par l'apport de moyen long terme qu'il donne au pays. Ici encore, la question de la dette n'est pas à considérer comme un écueil. Il est également à rappeler que les taux d'intérêts payés par l'État sur sa dette sont à un plus bas historique (0.7% pour un emprunt à 10 ans).

L'investissement public dans la recherche technologique mais également pour la transition écologique afin de donner un socle de recherche étatique de grande ampleur aux enjeux économiques de demain doit également être une priorité. C'est ce qu'on appelle une politique industrielle. Parce que l'innovation n'est pas une mission que peuvent assurer les start-ups, les grandes avancées technologiques étant principalement le fait de l'investissement public, comme internet fut le fruit du travail du secteur militaire américain, ou comme Space X est financé par la NASA. Plutôt que de miser sur la sempiternelle baisse du coût du travail dont on constate aujourd'hui les effets sur la fracture sociale du pays, les entreprises françaises pourront alors compter sur un secteur technologique de haut niveau, source d'innovation, dont elles seront les premières bénéficiaires, pour monter en gamme et entrer en concurrence avec le reste du monde sur des bases ambitieuses. Quand l'objectif n'est plus de faire moins cher, mais mieux, ce qui suppose une remise à zéro d'une pensée "compétitivité" mortifère.

En étayant ces propositions d'un éventail de mesures ayant toutes pour seul objectif de relever la croissance du pays, la France peut trouver une place de premier de la classe au niveau mondial. La conjonction d'une politique de forte croissance, couplée au maintien de l'État providence est la clé pour réussir à sortir de l'ornière occidentale des 35 dernières années, entre chômage de masse et progression des inégalités. D'autres pays ont commencé cet effort, la France peut apporter sa propre marque à une question qui traverse l'ensemble des pays occidentaux et qui a notamment été révélée par le graphique dit de "l'éléphant" réalisé par l'économiste Branko Milanovic- ancien patron de la recherche économique de la Banque mondiale- et actualisé par le dernier rapport sur les inégalités mondiales , permettant de comprendre comment les classes moyennes et populaires occidentales ont été les grandes perdantes de ces dernières décennies (dont la progression des revenus ont été les plus faibles au cours des 35 dernières années au niveau mondial).

□

---

Mais l'impasse ne pourra être faite sur les mesures concrètes. Le gouvernement est allé trop loin dans la rupture politique pour éviter un réel effort immédiat à consacrer aux revenus des personnes qui composent les rangs des soutiens aux Gilets jaunes. Que cela soit par le biais de la prime d'activité et ou d'aides sociales exceptionnelles, il est essentiel que le travail mené sur le front économique coagule avec la perception politique de ce qui est mis en place, pour que l'ensemble de la population se sente intégrée au changement de régime économique du pays.

L'enjeu, pour la France en Europe, n'est pas de jouer les seconds rôles permanents dans la cour des mauvais élèves comme elle pris l'habitude de le faire. L'enjeu est de faire la France un modèle de dynamisme dans une économie à haute pression dans un système de croissance pour tous.